

Géographie
et cultures

Géographie et cultures

65 | 2008

La ville se refait-elle ?

Mort et renaissance d'une capitale

Phnom Penh victime des Khmers rouges

Death and rebirth of a capitale: Phnom Penh, victim of the Khmer rouge

Sophie Clément-Charpentier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/1414>

DOI : 10.4000/gc.1414

ISSN : 2267-6759

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 3 novembre 2008

Pagination : 91-110

ISBN : 978-2-296-07302-9

ISSN : 1165-0354

Référence électronique

Sophie Clément-Charpentier, « Mort et renaissance d'une capitale », *Géographie et cultures* [En ligne], 65 | 2008, mis en ligne le 28 décembre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/gc/1414> ; DOI : 10.4000/gc.1414

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Mort et renaissance d'une capitale

Phnom Penh victime des Khmers rouges

Death and rebirth of a capitale: Phnom Penh, victim of the Khmer rouge

Sophie Clément-Charpentier

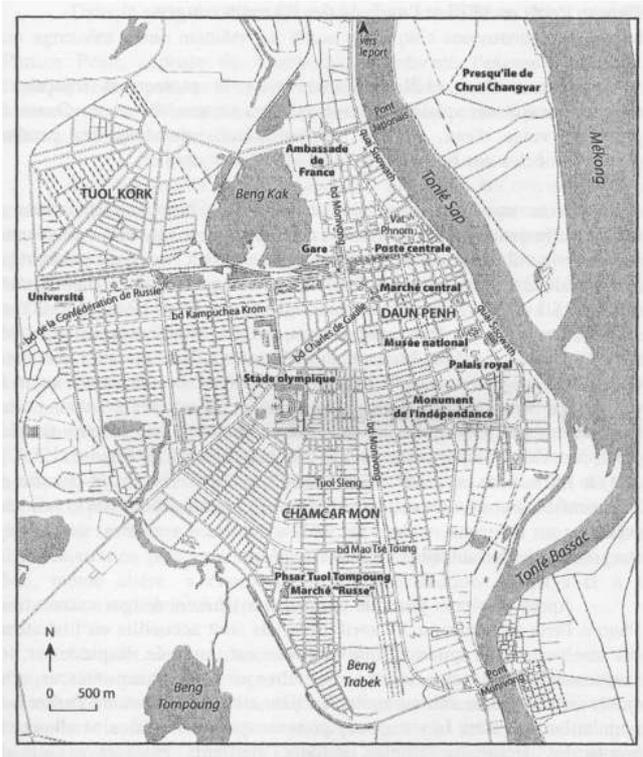
- 1 Dans la série de villes présentées dans ce numéro, villes détruites ou agressées d'une manière ou d'une autre puis reconstruites, le cas de Phnom Penh, capitale du Cambodge, représente l'exemple unique à l'époque contemporaine d'une ville qui a été vidée autoritairement de ses habitants par les Khmers rouges, et qui est restée pendant presque quatre ans une ville quasiment abandonnée.
- 2 On n'est pas ici en face d'une ville qui aurait été détruite par une guerre ou par une catastrophe naturelle, ou transformée par un urbanisme autoritaire. Il y a eu une guerre entre fractions khmères appuyées par des éléments extérieurs, qui s'est terminée par une longue période « d'ethnocide », selon l'expression de Jean Lacouture, mais Phnom Penh n'a pas été détruite. Les Khmers rouges ont fait disparaître 1,7 million d'autres Khmers (Carrier, 2007, p. 125), par des massacres, des déportations et des mauvais traitements. De nombreuses publications, témoignages et analyses, ont traité de ces événements. Mon propos ici sera d'essayer de comprendre comment la ville de Phnom Penh a traversé ces années tumultueuses entre 1973 et 1983 environ, avant, pendant et après les Khmers rouges (1975-1979). Ceux-ci n'ont pas rasé les villes, il y a eu quelques destructions à Phnom Penh, mais l'essentiel de la ville est resté debout. Après le départ des Khmers rouges, la coquille vide, détériorée, a permis de reformer une capitale et de mettre sur pied un embryon d'administration pour commencer à relever le pays. La présence du cadre bâti, même altéré, a contribué à la reconstruction du pays et à la restauration de l'identité nationale.
- 3 On peut alors se poser la question : qu'est-ce qui reste de la ville d'avant 1975 quand ce n'est pas le cadre bâti qui a été détruit, mais bien la société elle-même qui a été anéantie ? Comment Phnom Penh a-t-elle pu reprendre vie dans le contexte politique et social très particulier de la période post-Khmers rouges ? En regard de ces bouleversements, on peut s'interroger sur des notions telles que celles de territoire, d'identité ou de mémoire collective. Les formes matérielles de la ville étaient toujours là, mais le territoire

« construit par des pratiques et des croyances qui sont de nature sociale » (Roncayolo, 1993, p. 189) devait être compris différemment. Il n'a plus le même sens quand une société disparaît et qu'une autre prend sa place. La notion d'identité est-elle pertinente ici quand la majorité de la population revenue à Phnom Penh n'était plus la même que celle d'avant 1975 ? Peut-on encore parler de mémoire collective dans ce contexte et dans quelle mesure celle-ci a-t-elle joué un rôle dans ce que l'on pourrait appeler un « retour à l'urbanité » ?

Phnom Penh en 1975 et l'arrivée des Khmers rouges

- 4 Phnom Penh, ville coloniale sous le protectorat français, a toujours profité des qualités exceptionnelles de son site au confluent de plusieurs voies d'eau, qui lui avaient permis de demeurer pendant plusieurs siècles une bourgade marchande et cosmopolite.
- 5 Avec une forte proportion d'étrangers, Chinois, Vietnamiens et Indiens, elle avait des quartiers bien définis : au nord la ville européenne, au centre la ville chinoise et marchande, au sud et à l'ouest du palais royal la ville khmère, quartiers que l'on retrouve dans la ville contemporaine (Figure 1). La population passe de 110 000 habitants en 1948 à 350 000 en 1958 (Lim, 1993, p. 184), augmentant ensuite régulièrement, car après l'indépendance en 1953 la population khmère afflue en ville. Le coup d'État de Lon Nol en 1970 a marqué le début des épreuves pour le Cambodge. Les réfugiés gagnent la capitale, fuyant les combats et les bombardements provoqués par la guérilla communiste, de plus en plus offensive. Phnom Penh passe de 630 000 habitants en 1969 (Lim, 1993, p. 184) à 1,8 million en 1975 (Carrier 2007, p. 125). Devant la pénurie de logements, les nouveaux venus installent des paillotes dans des conditions précaires sur les trottoirs, dans les jardins publics. La ville est surpeuplée, congestionnée, les autorités sont submergées.
- 6 Après plusieurs jours de combat, les Khmers rouges entrent dans Phnom Penh le matin du 17 avril 1975. Ils sont accueillis en libérateurs par une population qui croit que la guerre est terminée. Rapidement, les responsables de l'ancien régime, militaires et hauts fonctionnaires, sont exterminés. Dans la nuit suivante, les Khmers rouges donnent l'ordre à la population de quitter la ville, sous prétexte que les Américains allaient la bombarder. Hommes, femmes, enfants, vieillards, malades extraits de leurs lits d'hôpitaux, tous sont jetés sur les routes dans des conditions épouvantables. Ceux qui résistent sont abattus sur place. La ville est vidée en quelques jours, les citoyens sont envoyés dans diverses régions du Cambodge, souvent les plus insalubres. Les Khmers rouges font de même pour les autres villes de province, plus de quatre millions de citoyens sont ainsi déplacés. C'est le début d'une période de terreur qui va coûter la vie à presque un quart de la population khmère.

Figure 1 : Plan de Phnom Penh, (fond de plan tiré du plan IGN, bureau des Affaires urbaines (BAU), Municipalité de Phnom Penh)



- 7 Les Khmers rouges sont des combattants jeunes et la plupart du temps d'origine paysanne. Sachant qu'ils ne pourront pas gérer la ville, ils veulent détruire, nier tout ce qui est urbain, pour construire une société égalitaire et rurale. Pour eux, « la ville n'est que source d'exploitation, de décadence et de vice, en bref de tous les maux de la société » (Khieu, Kanharith, 1997, p. 50). Stigmatisant le « peuple nouveau », celui qui vit dans les villes et qui a été influencé par l'Occident, ils veulent revenir au « peuple ancien », les paysans, purs de toute influence étrangère. Puisque matériellement ils ne pouvaient pas la détruire, les Khmers rouges ont choisi d'annihiler la capitale en la vidant de sa population. Comme le remarque C. Thibault :

« Initiée pour des raisons idéologiques, cette désurbanisation forcée, massive, systématique, précipite plusieurs millions de Cambodgiens dans l'exode et provoque un véritable uricide. Vidée de ses habitants, privée de ses fonctions, la ville n'est plus qu'un corps mort. Elle disparaît symboliquement de l'espace cambodgien. » (Thibault, 2005, p. 91).

- 8 La raison invoquée pour justifier ce transfert massif de la population urbaine est le besoin de main-d'œuvre dans les zones rurales pour développer la production agricole, comme l'a expliqué Khieu Sampan (Igout, 1993, p. 19). On peut voir ici l'influence de la Chine, où l'on envoyait, pour des périodes déterminées, la population des villes vers les campagnes pour mettre en valeur des terres sous-valorisées (Carrier, 2007, p. 126-7). La différence est qu'ici aucun retour en ville n'était prévu.

Les capitales vidées de leurs habitants, une tradition asiatique

- 9 Le phénomène de la ville vidée de ses habitants n'est pas fréquent, il a pu toutefois se produire au cours des siècles, pendant des guerres ou après des catastrophes naturelles. En réponse à des tremblements de terre ou à des éruptions volcaniques, des déplacements de villes furent fréquemment opérés en Amérique latine, au cours desquels les habitants étaient délogés, souvent contre leur gré (Musset, 2002). En Asie, les changements de capitales n'étaient pas rares, ils se faisaient systématiquement en Chine à l'avènement de chaque nouvelle dynastie ; les anciens sites étaient alors laissés à l'abandon. En Asie du Sud-Est, les changements de capitales pouvaient se faire pour des raisons politiques, économiques ou environnementales. Un site pouvait être abandonné s'il était trop exposé aux incursions de voisins belliqueux, ou s'il était victime de graves inondations. Ainsi le Cambodge changea plusieurs fois de capitale après le transfert de la royauté au XV^e siècle d'Angkor à Chakdomukha, l'ancien nom de Phnom Penh. Puis furent successivement choisis les sites de Lovêk, Oudong et Lovea Em. Aucun n'a gardé de ruines aussi imposantes que celles d'Angkor, qui fut occupé sans discontinuité du IX^e au XV^e siècle. Le dernier transfert de capitale s'est fait au Cambodge en 1864, au moment où le roi Norodom prit la décision de quitter Oudong pour venir s'établir à Phnom Penh, suivi par les Français qui avaient établi le protectorat en 1863.
- 10 En Asie du Sud-Est jusqu'au XIX^e siècle, les guerres s'achevaient souvent par le sac de la capitale royale et la déportation de ses habitants, comme ce fut le cas pour Vientiane en 1828. Les villes, construites essentiellement en matériaux végétaux, n'étaient bientôt plus qu'un souvenir, laissant subsister quelques traces de pagodes et de murs d'enceinte.
- 11 Les événements d'avril 1975 s'inscrivent comme le dernier épisode dans cette succession de capitales vidées de leurs habitants. Mais Phnom Penh était une ville du XX^e siècle construite en matériaux durables, et quatre années d'abandon n'ont pas suffi à la faire disparaître.

Phnom Penh sous les Khmers rouges

- 12 Sous le régime du Kampuchea démocratique, Phnom Penh vit une expérience qui va la marquer durablement. À cause de la disproportion entre le nombre d'habitants avant et après 1975, elle paraît vide aux yeux des observateurs. La ville n'est pourtant pas complètement désertée, elle est occupée par les organes de décision du régime de Pol Pot, par l'administration de l'Angkar, « l'Organisation », et par des soldats et des ouvriers. Dès les premières semaines, l'Angkar fait entrer en ville des ruraux pour prendre en charge le secteur productif, essentiellement agricole et industriel. Des usines sont rouvertes, d'autres sont construites, formant des « cités ouvrières ».
- 13 Le territoire de Phnom Penh est alors organisé suivant une répartition qui n'a plus rien à voir avec les anciens quartiers. La ville est divisée en quatre secteurs répartis suivant les points cardinaux et contrôlés par les forces correspondant aux différentes régions militaires. Les divisions sont strictes, on ne peut pas passer d'un secteur à l'autre, tout est étroitement contrôlé. Courant 1975, le nombre d'habitants à Phnom Penh se situe entre

50 000 et 100 000 (Carrier, 2007, p. 130). Deux ans plus tard, Ieng Sary, vice-premier ministre, donne un chiffre plus important¹ :

« Les villes continueront d'exister. Notre but est seulement de les ramener à des dimensions humaines. Après l'évacuation initiale, les villes seront progressivement repeuplées. Aujourd'hui, il y a 200 000 habitants à Phnom Penh, 50 000 à Kompong Som et 20 000 à Battambang. Les quartiers qui ne sont plus habités se transforment en zones industrielles. » (cité par Blancot et Goldblum, 1994, p. 331-332).

- 14 Certains immeubles du centre ancien ont été investis par les Khmers rouges, mais la plus grande partie du parc immobilier de la ville est resté vide, à l'abandon. Son cadre bâti n'étant plus entretenu, la ville se dégrade très vite sous l'effet du climat tropical et des exactions commises par les Khmers rouges. Quelques destructions ont été opérées, celles de bâtiments symboliques comme la banque centrale et la cathédrale. Les immeubles ont été vidés de tout leur mobilier et de leurs équipements, entassés dans de vastes entrepôts, et répartis par catégories, vêtements, équipements ménagers, moteurs, réserves alimentaires, etc... Les Khmers rouges utilisent tous les espaces libres pour des activités agricoles. On plante des légumes ou des arbres fruitiers dans les espaces publics, les cocotiers envahissent les rues. Une place est transformée en bananeraie, le terrain de sport du lycée Sisowat est converti en champ de canne à sucre. Petit à petit, le paysage urbain prend un caractère rural.
- 15 Les immeubles des quartiers centraux sont restés debout, malgré les dégradations et le manque d'entretien. Bâtiments administratifs, logements et locaux commerciaux ont supporté le choc. En revanche le bâti des quartiers périphériques a moins bien résisté, comme en témoigne Kry Beng Hong :
- « Les maisons en bambou ou en bois dans les faubourgs étaient brûlées. Les maisons à structure de bois et couvertes de tuiles étaient démolies afin de prendre le bois pour construire des cuisines communes ou utiliser comme bois de chauffage. Les maisons de type villa en béton armé étaient utilisées en majorité comme lieux de détention. Les maisons de type compartiment en béton armé étaient démolies afin de prendre les briques pour d'autres usages et les fers ronds des armatures pour fabriquer des clous locaux. Les tôles de zinc ondulées enlevées du toit des maisons étaient utilisées pour la clôture des prisons ou pour bloquer les rues dans les villes. Les bâtiments scolaires, les pagodes bouddhistes, les églises catholiques étaient utilisées comme centres de détention et d'extermination. » (Kry Beng Hong, 1987, p. 3-4).
- 16 Les infrastructures de la ville ont beaucoup souffert pendant cette période. Les rues défoncées étaient impraticables et pleines de boue à la saison des pluies ; la plupart étaient barrées par des plaques de tôle ondulée, des carcasses de voiture s'y entassaient, seuls deux ou trois boulevards étaient dégagés. Quant au système d'assainissement, il a été complètement bouleversé (Overkamp, 1987). Le niveau de la ville étant plus bas que celui des hautes eaux du Mékong, des écluses servaient à empêcher les eaux du fleuve de refouler dans le réseau d'égouts à la saison des pluies. En avril 1975, à la saison sèche, les vannes étaient ouvertes et personne ne les a fermées au retour des pluies. Les alluvions du fleuve, ainsi que les ordures qui y ont été déversées, ont mis le réseau de canalisations hors d'usage, il faudra des années pour le remettre en état.

La chute des Khmers rouges et le retour de la population dans Phnom Penh

- 17 En décembre 1978, les Vietnamiens lancent une offensive contre les Khmers rouges ; à la fin du mois, ils se rapprochent de Phnom Penh. Après des combats dans les zones périphériques, les troupes du « Front national d'union » et de l'armée vietnamienne entrent dans la ville le 7 janvier 1979. Les premiers observateurs décrivent Phnom Penh comme une ville fantôme où les rats règnent en maîtres (Photo 1). Tous sont frappés par le silence de la ville, aux rues longées de façades trouées de vides béants, ceux des ouvertures dont on avait arraché les portes et les fenêtres. Les toitures ayant disparu, l'eau de pluie pénétrait dans les constructions remplies de gravats et aux murs lézardés. Partout des monceaux d'ordures sont entassés dans les rues ou parfois dans les rez-de-chaussée des immeubles. Par endroits, la ville est redevenue un territoire rural, envahi par la végétation et les plantations sauvages. Les témoins évoquent un mélange inquiétant d'impression de connu et de ce que l'on a qualifié « d'étrange étrangeté ».
- 18 Qu'est devenu le parc immobilier de Phnom Penh en quatre ans de déshérence ? Certaines zones ont souffert de destructions plus que d'autres, notamment celles où se déroulèrent des combats. Khieu Kanharith² estime que 60 % des habitations ont été détruites par les Khmers rouges, et qu'un grand nombre de paillotes et de bidonvilles furent démontés pour « éviter que les 'agents ennemis' ne s'y cachent » (1997, p. 51). D'autres auteurs avancent des chiffres comparables. Selon A. Carrier, on recensait en 1979 40 000 habitations en bon état, contre 122 000 avant 1975 (2003, p. 9). Dans le document *Phnom Penh, la fonction de la ville*³, on estime que sur 45 736 logements, 9 017 étaient des villas, 4 972 des maisons, et 31 752 des appartements dans des compartiments (cité par Carrier, 2007, p. 149).

Photo 1 : Une rue de Phnom Penh après le départ des Khmers rouges



Michel Igout, *Phnom Penh Then and Now*,
© Alain Ruscio, photo prise le 22 janvier 1979

- 19 La majorité des Khmers qui affluent vers la ville sont d'origine rurale, car la plupart des habitants de Phnom Penh ont disparu sous les Khmers rouges, ce qui explique le grand nombre de logements vacants en 1979. Faute de données fiables sur les disparitions, les chiffres semblent parfois contradictoires. Kry Beng Hong affirme que 90 % des habitants de Phnom Penh furent assassinés, estimant que sur la population de la ville en 1991, seuls 12 à 15 % étaient d'anciens Phnompenhois. Pour A. Carrier, sur 1,8 million de Phnompenhois en 1975, 499 550 seraient morts, chiffre à prendre avec précaution, estime-t-elle (Carrier, 2007, p. 126). Il faut ajouter à ce chiffre ceux qui ont pu fuir à l'étranger, la plupart dans des camps en Thaïlande, près de la frontière du Cambodge. La population de la capitale augmente régulièrement avec l'arrivée de nouveaux réfugiés ; les recensements réalisés par la Municipalité de Phnom Penh l'évaluent à 122 779 habitants en 1979, 323 958 en 1980 et 560 921 en 1986 (Carrier, 2003, p. 6, note 6).
- 20 La ville se remet à vivre peu à peu, mais les conditions de vie sont difficiles pendant les premiers mois de 1979, et même pendant les premières années. Certains problèmes sont à résoudre dans l'urgence, comme celui du ravitaillement de la population, car les réserves alimentaires laissées par les Khmers rouges sont très insuffisantes. Les nouveaux citadins s'organisent pour planter du maïs, du manioc et des légumes sur les terrains vides des maisons démolies (Khieu Kanharith, 1997, p. 53). Comme nous l'avons vu, les infrastructures sont dans un état déplorable. Avec des canalisations si gravement endommagées, l'eau arrive très difficilement dans les habitations. Ty Yao⁴ indique qu'il fallait monter l'eau avec des seaux et qu'il n'y a pas eu d'électricité dans les logements privés avant 1983 (1997, p. 59).

La réoccupation du bâti

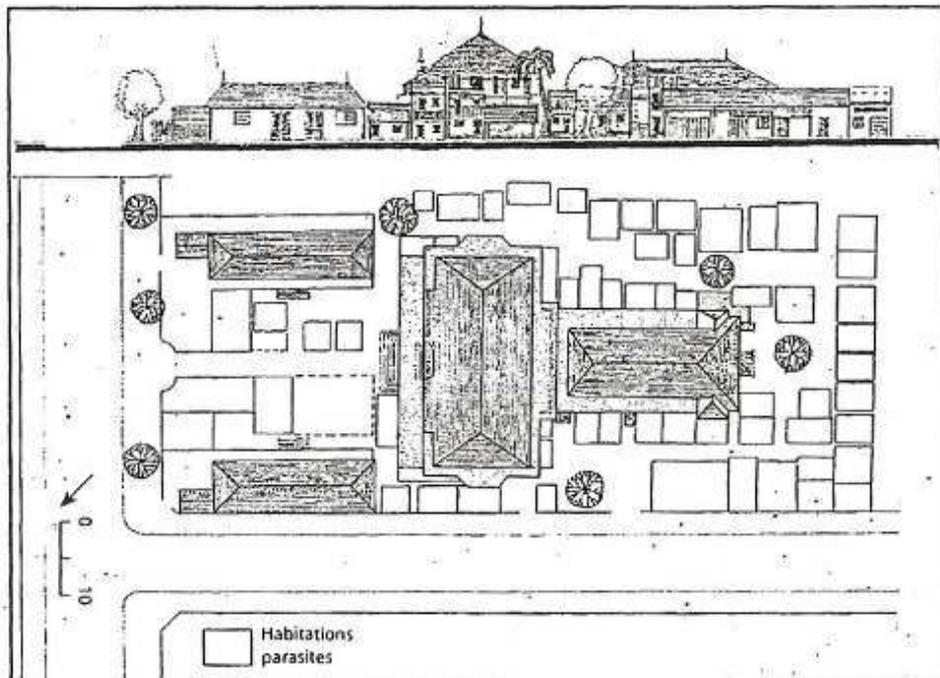
- 21 Les informations sur cette période sont fragmentaires, nous allons toutefois essayer d'en donner un aperçu. Début 1979, devant l'afflux de la population vers la capitale à la nouvelle de la chute des Khmers rouges, la première réaction des autorités est d'empêcher les gens d'y entrer en établissant des barrages sur les routes d'accès à la ville. Il faut d'abord filtrer et contrôler pour permettre la mise en place d'une nouvelle administration. Des campements se forment, les réfugiés s'installent près des sorties de ville. Les anciens cadres et fonctionnaires rescapés sont réquisitionnés, 110 suivent ainsi des cours politiques pendant six semaines dans la ville encore déserte (Ty Yao, 1997, p. 54). À partir du mois de juin, on leur propose de s'installer près de leur lieu de travail. Le service de l'urbanisme recense les personnes parquées aux abords de la ville, ainsi que les logements vacants pour organiser le retour de la population. Celui-ci s'opère par groupes de cent familles encadrées et conduites à leur nouveau lieu de résidence (Ty Yao, 1997, p. 54). Les attributions se font suivant la taille de la famille et le type de logement. Fin juin, on a ainsi assigné un logement à 10 000 familles environ, mais la pression des réfugiés retenus à l'extérieur de la ville était forte alors que la saison des pluies arrivait. Le système mis en place était trop lent ; les responsables se rendirent compte qu'à ce rythme, il leur faudrait trois ans pour loger tout le monde. Alors on a laissé les gens s'installer où ils voulaient, avec la contrainte, pour ceux qui avaient une fonction, de choisir le périmètre qui dépendait du ministère ou du service où ils travaillaient.
- 22 Une nouvelle territorialité se met alors en place pour ces habitants qui sont des déracinés. Des repères nouveaux sont définis, les découpages administratifs et sociaux ne

sont plus les mêmes, créant d'autres relations entre la population et l'espace de la ville encore marqué par l'empreinte de la société d'avant 1975. Même s'il paraît semblable, le territoire, lieu d'inscription d'une identité, est complètement différent. C'est à l'articulation entre la sphère des responsables politiques et le monde des réfugiés qu'a pu s'élaborer une nouvelle territorialité.

- 23 En rupture avec le régime précédent d'obéissance maoïste, le « régime de Phnom Penh » de Heng Samrin, devenu en 1981 la République populaire du Kampuchea, s'inscrit dans la mouvance du courant marxiste-léniniste et des « pays frères ». Le nouveau régime réinvestit la capitale comme centre politique et symbolique. Les structures matérielles de la ville servent alors de point d'ancrage pour une refondation dans un contexte nouveau. Phnom Penh devient une cité administrative et militaire. Sans doute pour alléger la gestion des emprises foncières, l'administration de son territoire est partagée entre deux institutions. La Municipalité ou Comité populaire de Phnom Penh gère la partie située à l'ouest du boulevard Monivong, le Comité central du Parti, la partie est (Ty Tao, 1997, p. 54). Les ministères et les fonctionnaires qui en dépendent s'installent dans cette dernière partie.
- 24 À l'échelle intermédiaire, Phnom Penh est divisée en treize quartiers *sangkhat*, redivisés en sections *khan*, puis en groupes de dix familles *krom* (Thibault, 2005, p. 130)⁵, parallèlement au quadrillage des zones sous tutelle d'un ministère ou d'un service urbain, les périmètres *boriveng* ou les cités *borey*. La population est encadrée, les employés et leurs familles doivent résider près de leur lieu de travail. Pour des gens qui avaient été déplacés plusieurs fois, le sentiment de déracinement est ainsi compensé par celui d'appartenir à un groupe, à une unité de travail. Le territoire de la ville devient un espace d'appartenance. Ici on peut parler, comme le fait J.-L. Piveteau, « d'un sol qui rassemble et crée un être social. » (1995, p. 114).
- 25 Sous ce régime à la gestion centralisée, s'exerce bien sûr une politique de contrôle de l'usage de l'espace. Si on a laissé la population à peu près libre de choisir son lieu de résidence dans un périmètre assigné, l'appropriation de certains types de logements est contrôlée, traduisant des rapports de pouvoir. Ainsi, les villas en dur sont occupées par des militaires qui y résident avec leurs troupes en quartiers fermés, ou par les membres du Parti et par les experts (Ty Yao, 1997, p. 54-55). Il semble que très peu d'anciens Phnompenhois soient revenus vivre dans leur logement d'avant 1975. Si certains y retournaient, ils n'y retrouvaient pas les autres membres de la famille, la plupart du temps disparus. Ils repartaient alors vivre près de leur lieu de travail, laissant sur la porte un message pour ceux qui chercheraient à les retrouver.
- 26 Tout appartenait à l'État, terrains et bâtiments, la propriété privée n'existait plus, il n'y avait que des droits d'usage et l'on ne pouvait pas revendiquer d'anciens droits de propriété. Les nouveaux venus avaient l'autorisation de s'installer dans les logements vides ou, quand ceux-ci vinrent à manquer, d'en construire de nouveaux ; ils devaient juste aller se faire enregistrer au poste de police du quartier (Carrier, 2007, p. 144). La ville subit alors une « squatterisation » uniforme de tous ses quartiers qui concernait aussi bien des logements individuels ou collectifs que des bâtiments commerciaux ou administratifs. L'affectation antérieure des immeubles n'était plus respectée. Ce processus concernait aussi bien l'ancien quartier européen que le quartier commerçant près du marché central, ainsi que les quartiers résidentiels khmers et les quartiers périphériques.

- 27 Bien qu'appliquant un contrôle social strict, la politique de réinstallation des nouveaux venus, régie par les principes collectivistes de la RPK, aboutissait souvent à une occupation désordonnée des bâtiments. Elle coexistait avec une politique du laisser-faire qui a entraîné une densification de la population et une suroccupation des locaux. La plupart du temps, les familles étaient entassées dans une seule pièce, et les maisons conçues pour une famille étaient occupées comme des immeubles collectifs, ce qui entraînait de nombreux conflits. Rapidement confrontées au manque de logements, les autorités laissèrent édifier d'une façon anarchique des constructions parasites dans les espaces vacants comme les jardins ou sur les trottoirs, ou dans les espaces résiduels, comme les cages d'escaliers ou les coursives.
- 28 Des enquêtes et des relevés sur le bâtiment du palais de Justice⁶, permettent de comprendre comment des squatters utilisaient l'espace d'un bâtiment administratif construit à l'époque coloniale au milieu d'un jardin. Quand nous l'avons vu en 1992, un « village urbain » occupait presque tous les espaces résiduels du terrain (Figure 2). La façade côté fleuve du bâtiment de style classique était presque entièrement cachée par les constructions parasites. À l'intérieur, les pièces ou certains espaces de circulation étaient convertis en petits logements abritant 45 familles soit 183 personnes (Figure 3). L'ensemble offrait environ 65 logements, ses habitants étaient arrivés en deux vagues, en 1979-80, puis en 1989-90.

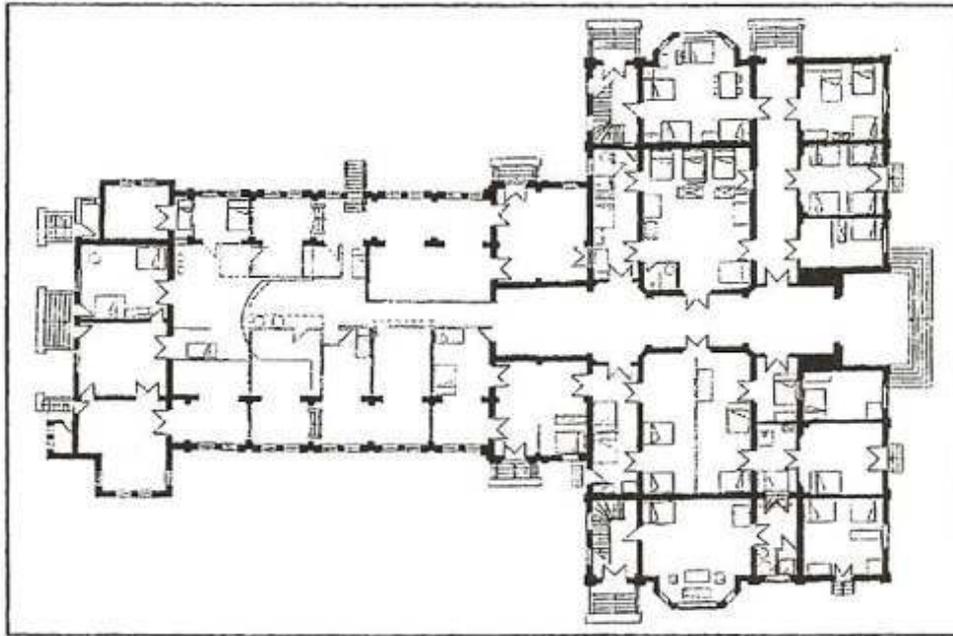
Figure 2 : L'occupation de la parcelle du palais de Justice par les bâtiments annexes et les constructions parasites



Atelier Phnom Penh, 1992

- 29 On peut rapprocher la suroccupation du palais de Justice des phénomènes de densification rencontrés dans d'autres villes d'Asie du Sud-Est, et notamment à Hanoï où les bâtiments surélevés et les phénomènes d'ajouts de pièces accolées à la façade sont destinés à agrandir des logements devenus trop exigus (Cerise, 2001).

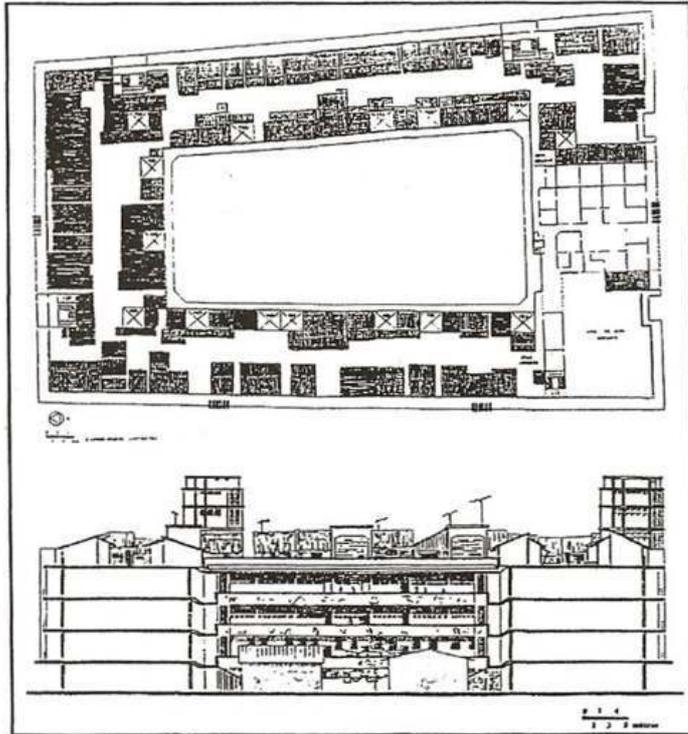
Figure 3 : L'occupation du rez-de-chaussée du bâtiment du palais de Justice



Atelier Phnom Penh, 1992

- 30 Sous le nouveau régime politique de la RPK, les plus défavorisés étaient ceux qui ne pouvaient pas s'intégrer aux unités de travail dépendant d'une administration. Pour éviter d'être relégués dans des quartiers périphériques, les plus démunis avaient toujours la possibilité de construire des logements précaires avec des matériaux légers dans les interstices du bâti. Mais comment faire dans les quartiers plus denses où il n'y a pas de jardins autour des édifices ? Dans le quartier commerçant autour du marché central par exemple, le manque d'espaces résiduels a empêché l'édification de constructions anarchiques en matériaux végétaux que l'on voyait ailleurs. Mais si elles étaient absentes au niveau du sol, on pouvait les retrouver en hauteur, sur les toits. L'immeuble Tan Pa offre l'exemple d'un « village » de constructions précaires en bois et en tôles édifié sur le toit d'un immeuble collectif de trois étages occupant tout un pâté de maison (Figure 4). L'immeuble construit après la Seconde Guerre mondiale entoure une vaste cour avec des coursives à chaque étage. Dès 1981, tous les appartements étaient occupés par les employés du ministère de l'Hydrologie. Alors les locaux du toit-terrasse ont commencé à être squattés et petit à petit sont apparues d'autres constructions édifiées en bois, bambou, feuilles de palmier et tôles ondulées. L'habitat s'aligne des deux côtés d'une « rue » centrale (Photo 2), formant un véritable village végétal se déployant en anneau autour de la cour, avec ses équipements, lavoir, douches et toilettes publiques. Dans les premières années, sa gestion était assurée par les habitants. Depuis 1992, le village est géré par un chef de village nommé par la Municipalité. Sa population en 1999 était de 1 200 habitants (Carrier, 2003, p. 2).

Figure 4 : L'immeuble Tan Pa en plan et en coupe, avec son village végétal sur le toit



Atelier Phnom Penh, 1992

Photo 2 : Une « rue » à l'intérieur du village sur la terrasse de l'immeuble Tan Pa



Photo de l'auteur

- 31 L'enquête⁷ montre qu'en 1992 dans l'immeuble entier, 27,5 % des habitants étaient originaires de Phnom Penh, 7,8 % étaient Vietnamiens et 60,7 % étaient des ruraux. Dans

l'ensemble de la ville au début des années 1980, la proportion d'habitants d'origine paysanne était encore plus forte, vu le nombre de Phnompenhois qui avaient disparu. Comme cela arrive fréquemment après des changements politiques entraînant des transferts de population, les nouveaux habitants n'avaient ni les mêmes pratiques ni les mêmes modes de vie. J. Overkamp remarquait :

« Cela cause beaucoup de problèmes au niveau de l'hygiène. Les gens considèrent la rue comme une basse-cour, où ils peuvent faire leurs besoins et où les animaux peuvent circuler librement » (1987, p. 6).

- 32 Ce phénomène s'inscrit dans un long processus de « ruralisation » de la capitale qui, entamé après l'indépendance du Cambodge, s'est considérablement accéléré à partir de 1970 et s'est accompagné d'une « squatterisation » avec l'afflux de réfugiés. Il s'est poursuivi d'une façon différente sous le régime des Khmers rouges, puisque les « hommes en noir » étaient en majorité d'origine rurale ; et a continué après 1979, avec les nouveaux venus à Phnom Penh dont la plupart étaient aussi des paysans.

La question de l'identité

- 33 La reconstruction de l'identité nationale posait alors des problèmes difficiles à résoudre. Les années khmères rouges avaient tout bouleversé, éliminant les classes éduquées et ceux qui formaient les structures de la société, cadres, militaires, juristes, enseignants, médecins, ingénieurs, fonctionnaires de la municipalité, techniciens... La population de la capitale après 1979 était formée de la toute petite minorité de citoyens qui avaient pu échapper au massacre, et surtout de ruraux qui souvent n'étaient jamais venus à Phnom Penh. Certains dirigeants étaient d'anciens Khmers rouges ralliés entre temps au parti associé aux Vietnamiens.
- 34 Une des grandes difficultés pour la renaissance de l'identité nationale khmère dans les années 1980 tient au fait que la seule aide extérieure pour mettre fin à cette période de cauchemar est venue des Vietnamiens, ennemis héréditaires des Khmers. Le régime qui prit le pouvoir était dominé par les Vietnamiens, même si les personnalités mises en avant étaient khmères. D'où une double difficulté pour restaurer l'identité nationale : la société était amputée de ses cadres, et la population restante ne s'identifiait pas aux nouveaux dirigeants, jugés inféodés aux Vietnamiens ou trop proches des Khmers rouges.
- 35 Il n'y a pas eu au Cambodge, comme dans d'autres pays après une catastrophe naturelle ou après une guerre, un mouvement d'union nationale de la population derrière ses dirigeants pour relever le pays. Ici un peuple traumatisé s'est retrouvé sous les ordres de dirigeants qu'il ne comprenait pas, qui leur rappelaient le régime précédent abhorré, et dont les premières directives au moment de la réoccupation de la ville se sont traduites par des règles tatillonnes imposées à la population.
- 36 Même si la ville avait gardé le même aspect extérieur, ce ne fut pas un retour à l'identique, puisque la population n'était plus la même qu'avant les événements de 1975. A. Carrier remarque que la proportion de jeunes de moins de 15 ans atteignait au moins 47 % de la population de Phnom Penh en 1980, et qu'ils venaient pour la plupart d'entre eux de classes sociales sous-éduquées et d'origine paysanne (2007, p. 153-54). Ils ne connaissaient pas la ville, les anciennes représentations liées au cadre bâti n'avaient pas de sens pour eux. Habitant des logements qui n'avaient pas été conçus pour eux et qui ne correspondaient pas à leur façon de vivre, ils occupaient les lieux d'une manière

totale­ment diffé­rente, comme cela a pu se faire dans d'autres circon­stances⁸. À ce moment-là, on peut dire qu'il n'y avait pas de vrai lien entre les hommes et les formes de leur habitat.

- 37 Dans ce contexte, la ville portait témoi­gnage des modes de vie de la société disparue. Les immeubles étaient là, qui transmettaient à ceux qui les occupaient le souvenir d'une civilisation qu'on allait essayer de retrouver. Les ruraux qui ont occupé les logements vacants des anciens Phnompenhois ont pu, grâce à cela, se forger petit à petit une identité de citadins, on peut dire que le bâti a servi de support pour effectuer une greffe. Comme le remarque J.-L. Piveteau, « l'espace s'approprie, il suscite donc, inéluctablement, le projet concret ; il est mémoire d'avenir et joue une partie majeure dans le façonnement identitaire : « avoir permet d'être. » » (1995, p. 116).
- 38 La ville vide a agi comme un lieu de mémoire, ses structures rappelaient ce qu'était la vie à Phnom Penh avant 1975. Avec l'aide des quelques anciens Phnompenhois qui étaient de retour, les nouveaux venus ont pu acquérir les pratiques de résidents d'une capitale. Ils sont allés dans les entrepôts chercher les équipements, attributs de la civilisation urbaine, qui avaient été confisqués en 1975. Grâce au cadre bâti, le « peuple ancien », selon la terminologie khmère rouge, va se transformer en « peuple nouveau ». Il est difficile de parler de mémoire collective dans ces conditions, mais on peut dire qu'avec le temps, la mémoire de quelques-uns s'est transmise aux autres. Quand peu à peu les lieux de culte furent réouverts dans Phnom Penh, ils redevinrent des lieux de mémoire territoriaux. Progressivement se reforma l'ancienne organisation des quartiers autour des pagodes ou des temples vietnamiens et chinois.
- 39 La question de « l'attachement des sociétés à leurs lieux » se pose ici d'une façon particulière. Pour les Khmers, la survie de leur capitale, même très dégradée, était importante à ce moment-là. Les lieux symboliques étaient toujours là : le palais, les pagodes principales, les lieux du pouvoir, ainsi que les lieux de mémoire plus populaires, le marché central, la promenade publique le long du fleuve... On retrouvait aussi les particularités d'un urbanisme hérité de la colonisation française, avec ses espaces verts et ses vastes avenues plantées d'arbres, nés du remblaiement de zones marécageuses. La société a été complètement bouleversée, mais les lieux ont en grande partie subsisté. On peut dire que c'est la société qu'il fallait reconstruire, plus que la ville. On n'est pas confronté ici à des habitants réintégrant une ville reconstruite, mais à une société renaissant après être sortie tout juste de l'enfer, et s'installant dans une ville dégradée. Ce faisant, cette société meurtrie a pu petit à petit faire revivre la capitale, contribuant ainsi à relever la nation.

BIBLIOGRAPHIE

APUR (dir.), 1997, *Phnom Penh, développement urbain et patrimoine*, Paris, ministère de la Culture, département des affaires internationales et Atelier parisien d'urbanisme.

- BELMOUAZ, Laïla et Benoît MAILLARD, 1999, « Phnom Penh : le bloc Tan-Pa », *Urbanisme*, n° 307, p. 14-17.
- BLANCOT, Christiane et Charles GOLDBLUM, 1994, « Phnom Penh, seconde vie d'une capitale d'Asie du Sud-Est, regards d'urbanistes », dans F. Bizot, (dir.), *Recherches nouvelles sur le Cambodge*, Études thématiques 1, Paris, École française d'Extrême-Orient, p. 315-349.
- CARRIER, Adeline, 2003, « Les 'marqueurs de propriété' et leurs interactions dans la relation espace urbain / habitat à Phnom Penh », *Actes du 1^{er} congrès du Réseau Asie 2003* (sur CD rom), Atelier 43.
- CARRIER, Adeline, 2007, « Les 'lois de la possession' à Phnom Penh : conversion des droits d'usage résidentiel issus du contexte socialiste de réappropriation urbaine (1979-1989) en droits de propriété », thèse de doctorat en urbanisme, IFU, Paris VIII, non publiée.
- CERISE, Emmanuel, 2001, « La densification des quartiers de logement collectif », dans P. Clément et N. Lancret, *Hanoi. Le cycle des métamorphoses*, Paris, Recherches / Ipraus, p. 311-321.
- CLÉMENT-CHARPENTIER, Sophie, 1996, « Rebirth of a capital which was deserted: the case of Phnom Penh », *Journal of Southeast Asian Architecture*, vol. 1, p. 27-45.
- COEDÈS, Georges, 1913, « La fondation de Phnom Penh au XV^e siècle d'après la chronique cambodgienne », *BEFEO*, tome XIII, n° 6.
- COLLECTIF, 1985, *Phnom Penh, the fonction of a city*, Municipality of Phnom Penh.
- FOREST, Alain, 1980, *Le Cambodge et la colonisation française : histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L'Harmattan.
- GOULIN, Christian, 1966, *Phnom Penh, étude de géographie urbaine*, Phnom Penh, faculté des Lettres et sciences humaines / DUH / EFEO / CNDE.
- IGOUT, Michel, 1993, *Phnom Penh, then and now*, Bangkok, White Lotus.
- KHIEU, Kanharith, 1997, « 1979, les premiers jours du nouveau Phnom Penh », *Phnom Penh, développement urbain et patrimoine*, Paris, ministère de la Culture et Atelier parisien d'urbanisme, p. 50-53.
- KRY BENG HONG et COMITÉ POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA CAPITALE DE PHNOM PENH, 1987, *La résurrection de la ville de Phnom Penh après la libération du 7 janvier 1979*, ronéo, 12 p., Phnom Penh.
- LESBET, Djaffar, 2006, « Alger : habiter l'Indépendance », dans X. Girard et T. Fabre, *Vivre l'architecture, La pensée de midi*, n° 18, avril 2006, p. 21-30.
- LIM, Sotheavy, 1993, *Phnom Penh, approche historique de la capitale du Cambodge jusqu'à 1979*, mémoire DPLG, Paris, école d'Architecture Paris-Belleville.
- MUSSET, Alain, 2002, *Villes nomades du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- OVERKAMP, Jack, 1987, *Le drainage de Phnom Penh*, La Haye, NOVIB, Organisation néerlandaise pour la coopération internationale et le développement et Delft, Fondation CODE, Consultants pour le développement communautaire,
- PIVETEAU, Jean-Luc, 1995, « Le territoire est-il un lieu de mémoire ? », *L'Espace géographique*, n° 2, p. 113-123.
- PONCHAUD, François, 2005, *Cambodge. Année zéro*, Paris, Pondichéry, Kailash.
- RONCAYOLO, Marcel, 1993, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard.

SMUH et BERU, 1963, *Ville de Phnom Penh, analyse socio-économique*, s. l.

THIBAUT, Christel, 2005, « Conflits, refuges et enjeux frontaliers. Les déplacements forcés de la population du Cambodge 1970-2000 », thèse de géographie, Paris IV – Sorbonne, non publiée.

TY, Yao, 1997, « 1979-1990, le retour et la réorganisation de la vie urbaine », *Phnom Penh, développement urbain et patrimoine*, Paris, ministère de la Culture et Atelier parisien d'urbanisme, p. 54-59.

NOTES

1. Interview dans *Der Spiegel* du 9 mai 1977.
2. Directeur du Journal *Kampuchea* en 1979.
3. Édité en 1985 par le Comité populaire révolutionnaire de la ville de Phnom Penh, p. 6.
4. Architecte, responsable municipal en 1979.
5. A. Carrier établit qu'en janvier 1979 la capitale est divisée en cinq zones *dambang* et en deux districts périphériques *srok* (Carrier, 2007, p. 161). Le plan de ce découpage administratif est donné p. 160.
6. Réalisés dans le cadre de l'Atelier Phnom-Penh 1992 du Certificat d'études approfondies en architecture "Métropoles de l'Asie-Pacifique", sous la direction de Pierre Clément, Charles Goldblum, Shin Yong Hak et Xavier Jeauptre.
7. Réalisée dans le cadre de l'Atelier Phnom Penh 1992.
8. À Alger en 1962, après le départ des Français, les logements de la ville européenne ont été récupérés par les Algérois, "un peuple devenu brutalement citoyen par effraction" (Lesbet, 2006, p. 21).

RÉSUMÉS

Phnom Penh offre l'exemple unique à l'époque contemporaine d'une ville qui a été vidée de ses habitants par les Khmers rouges en 1975, et qui est restée quasiment abandonnée pendant quatre ans. À l'exception de quelques destructions symboliques, l'environnement bâti, bien que très dégradé, était toujours là en 1979, permettant à la ville de reprendre vie dans le contexte politique et social particulier de la période post-Khmers rouge. La ville a-t-elle retrouvé son identité avec une organisation du territoire transformée par le nouveau régime, une population constituée surtout de ruraux – car la majorité des anciens habitants de la capitale avaient disparu –, et une squatterisation uniforme de l'ensemble du parc immobilier ? Quoi qu'il en soit, la coquille vide et dégradée fut un point d'ancrage pour relever la nation après le traumatisme de la période de Pol Pot. Le cadre bâti a aidé à recréer une capitale, contribuant ainsi à la restauration de l'identité nationale.

Phnom Penh, capital of Cambodia, offers a unique contemporary example of a city which was abandoned and deserted over a period of four years. The Khmer rouge, denying all that was urban, forced its population to leave the city in April 1975, and the city stayed nearly empty until 1979. With the exception of some symbolic destruction, the built environment, although badly damaged, was still standing after the Khmer Rouge's defeat, letting the city live again in the

particular politic and social context of the post-Khmer rouge period. Did the city regain its identity with a transformed territorial organization under the new regime, a population made mainly with rural people – most of the ancient inhabitants of the capital had disappeared – and a uniform squatterisation of the urban built environment? Anyway the degraded and empty shell was an anchoring point in restoring the nation after the disastrous Pol Pot period, and helped to recreate a capital, contributing to the restoration of the national identity.

INDEX

Index géographique : Cambodge, Phnom Penh

Keywords : Phnom Penh, Khmer rouge, squatterisation, ruralization, urban territory

Mots-clés : Khmers rouges, squatterisation, ruralisation, territoire urbain

AUTEUR

SOPHIE CLÉMENT-CHARPENTIER

EHESS - Groupe de Géographie sociale et d'études urbaines

clement@ehess.fr